



HAL
open science

Le Hirak algérien ou l'émergence d'une expression citoyenne en contexte autoritaire

Billel Aroufoune, Michel Durampart

► **To cite this version:**

Billel Aroufoune, Michel Durampart. Le Hirak algérien ou l'émergence d'une expression citoyenne en contexte autoritaire. *Revue de Recherches Francophones en Sciences de l'Information et de la Communication*, 2020, Communication de crise, médias et gestion des risques du Covid-19, 9, <http://www.refsicom.org/922>. hal-02969779

HAL Id: hal-02969779

<https://hal.science/hal-02969779>

Submitted on 12 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Le *Hirak* algérien ou l'émergence d'une expression citoyenne en contexte autoritaire

Billel Aroufoune est ATER à l'IMSIC, EA 7492, et à l'UFR Ingémédia, Université de Toulon. Ses recherches doctorales portent sur les formes d'expression audiovisuelle de la radicalité au Liban. Il s'intéresse également à la mobilisation et à l'expression citoyennes observables au cours des mouvements de contestation dans l'espace méditerranéen arabo-berbère.

billel.aroufoune@univ-tln.fr

Michel Durampart est Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication. Directeur de l'IMSIC, EA 7492, Université de Toulon et Aix-Marseille Université, ses travaux de recherche portent sur l'évolution des savoirs et des apprentissages liées aux dispositifs numériques et plus globalement aux technologies digitales dans un cadre international (Brésil, Mexique, Liban, etc.)

michel.durampart@univ-tln.fr

Résumé :

Cet article tente de saisir la contestation citoyenne en Algérie qui fait face à un pouvoir politique autoritaire. Face à des espaces publics souvent confisqués, encadrés ou contrôlés, l'expression citoyenne trouve des supports alternatifs dans les réseaux sociaux numériques. L'analyse de contenu de données récoltées sur le web montre la constitution et l'expression d'un espace public émergent. Ainsi, ce travail répondra à la question suivante : le web peut-il incarner une expression démocratique qui prolonge autrement ou en coexistence celles qui s'expriment en présence ?

Mots clés : Hirak, expression citoyenne, mobilisation numérique, participation, Algérie.

Abstract:

This article attempts to grasp the citizen's protest in Algeria, which faces an authoritarian political power. Faced with public spaces that are often confiscated, framed or controlled, citizen expression finds alternative supports in digital social networks. Analysis of the content of data collected on the web shows the constitution and expression of an emerging public space. Thus, this work will answer the following question: can the web embody a democratic expression that prolongs in another way or in coexistence those who express themselves in presence?

Key Words: *Hirak*, citizen expression, digital mobilisation, participation, Algeria.

Introduction

Les contenus médiatisés sur le web constituent un objet de recherche très étudié au sein des sciences de l'information et de la communication dans lesquelles nous nous inscrivons. D'autant plus que les technologies numériques d'information et de communication (TNIC) participent du bouleversement ainsi que des transformations des sociétés actuelles et de leur imaginaire. De plus, à l'aune de ces technologies numériques, nous assistons à la « *multiplication des supports techniques permettant de voir des réalités spatialement et temporellement éloignées* » (Voiron, 2005, p.14). Quelques travaux de recherche ont montré que les citoyens dans le monde arabe et berbère ont souvent cherché un espace alternatif d'expression et de participation sociopolitique lorsque l'espace public est marqué par une forme de fermeture à l'expression contraire (Daghmi, 2015).

Les transitions politiques et « démocratiques » de quelques pays du Maghreb et du Moyen-Orient, opérées au cours des révolutions survenues en 2011, ont fait l'objet d'un remarquable intérêt scientifique des sciences humaines et sociales. En effet, la constitution d'un réseau pluridisciplinaire et transméditerranéen, le GDRI COMMED, sous la forme d'un groupement de recherche international, en est un exemple patent. Celui-ci a abordé plusieurs thématiques, notamment les questions des usages et pratiques de dispositifs info-communicationnels et le cyber activisme en lien avec des « *mouvements contestataires, communautaires, voire identitaires hétéroclites qui trouvent dans les plateformes numériques en ligne un lieu privilégié et d'interaction permettant de renforcer et d'élargir leur sphère d'expression, de revendication et d'action* » (Carré, 2016, p.100). C'est dans la continuité de ces réflexions que s'inscrit le présent article en portant l'accent sur l'Algérie et plus précisément sur le récent mouvement de contestation populaire aux prises avec le pouvoir en place qui exploite l'imaginaire collectif lié à la peur du citoyen de voir son pays sombrer dans une guerre civile sans issue (Martinez, 2019). Aussi, c'est dans l'esprit d'apporter une pierre, aussi petite soit-elle, à la littérature sur les bouleversements de l'histoire récente algérienne qui est insuffisante comme le soulève Karima Dirèche en précisant que « *cette insuffisance de la littérature en sciences sociales s'explique en partie par l'atonie de certaines disciplines marquées par la restriction des champs d'action et des objets d'études et par une diffusion des savoirs quasi-confidentielle* » (Dirèche, 2019, p. 206).

Ainsi, en analysant certains phénomènes info-communicationnels liés au *Hirak* algérien¹ du 22 février 2019, qui se manifestaient dans les rues les vendredis et mardis principalement, cette contribution s'intéresse à la mobilisation citoyenne et à ses formes d'expression. Ce regard tend à souligner que ces formes d'expression peuvent conduire à la structuration et à la formation d'un nouvel espace – de revendication, d'engagement, de prise de position et plus particulièrement de participation à la vie sociopolitique (Daghmi, 2018). Cet espace constitue potentiellement l'établissement d'une ossature démocratique. Autrement dit, les Algériens s'interrogent sur une alternative à un quotidien politique corseté depuis des décennies, en dépit des printemps berbères et les étincelles démocratiques de 1980, 1988 et 2001. À cet effet, nous nous proposons, à travers une analyse de contenus issue de matériaux récoltés sur le web *via* quelques médias sociaux numériques, de comprendre comment cette contestation peut être appréhendée comme l'émergence possible de nouveaux espaces publics morcelés. Dans cet ensemble de revendications qu'il nous faudra spécifier entre action distanciée et action en présence, nous faisons l'hypothèse que ces espaces d'expression signalent la potentialité d'un espace public citoyen en émergence dans des sociétés méditerranéennes, à la différence d'espaces publics souvent confisqués, encadrés ou contrôlés.

Une approche méthodologique pour penser une expression démocratique renouvelée

Signalons d'emblée que les matériaux que nous discutons ici ne représentent pas la totalité des données récoltées. En revanche, ce sont des résultats saillants et représentatifs dont il est question. Les choix d'échantillonnage que nous avons fait répondent à une démarche visant à saisir notamment la pertinence de l'objet étudié. Comme l'explique Emmanuel Marty : « *la pertinence désigne le fait que le matériau soit adapté aux hypothèses précises de recherche* » (Marty, 2019, p. 88). À défaut de pouvoir aller en Algérie pour constituer une enquête de terrain ad hoc en cohésion avec notre objet, nous avons opté pour une observation en ligne (Pastinelli, 2011) appuyée d'échanges réguliers avec des personnes ressources sur place. Ces échanges se traduisent notamment par des envois de photos et de vidéos par nos interlocuteurs ainsi que des appels *WhatsApp* en réalisant une observation continue des marches d'Alger et de Béjaïa, une ville kabyle située à l'est de la capitale.

¹ Aussi appelé « Révolution du sourire » pour le caractère pacifique des manifestations.

S'ajoute à cela une étude quasi-quotidienne² de quelques médias numériques que nous avons isolés du fait de leur intérêt pour le mouvement populaire ; il s'agit à la fois des contenus liés aux réseaux sociaux numériques (RSN) et des médias d'information électroniques. Nous les classons en deux catégories, d'une part, ceux qui font l'écho des événements et actions du *Hirak* : *Chouf-Chouf* (média participatif) ; *L'Avant-Garde Algérie* (médias d'information) ; *Wesh Derna ?* (page Facebook) ; El Moustach (page Facebook) et, d'autre part, des pages Facebook qui lui sont dédiées : *Ness El Hirak* [les gens du mouvement] ; *Kalmet Echa3b* [la parole du peuple] ; *Doustournouna* [notre constitution] ; *Union des Étudiants Algériens Libres*.

Concrètement, nous avons procédé à une analyse de contenus multimédia associant du texte avec des images fixes et en mouvement. C'est une démarche méthodologique qui est « *capable d'effectuer l'exploitation totale et objective des données informationnelles* » (Mucchielli, 2006, p. 24). Par ailleurs, « *un regard n'est jamais neutre* » (Dayan, 2006, p. 168), ce regard porté sur une image, un texte et autres documents multimédias entraîne un processus de lecture et d'interprétation. Nous portons attention au mode énonciatif de ces supports tout en gardant à l'esprit l'idée selon laquelle l'objet total que constitue l'image, qui est donnée à regarder, qui se donne à voir, à être lue et qui, de plus, nourrit un imaginaire, réalise à elle seule une action. Nous suivons en cela les approches de Austin (2002) dans une acception qui consiste à penser que dire c'est faire, mais en prenant aussi l'idée que montrer c'est faire (Dayan, 2006).

Les mouvements populaires en Algérie

Les événements qu'a connus l'Algérie à partir de février 2019 ne sont pas inédits comme le formulent quelques commentateurs. Il est vrai en revanche qu'ils sont constitutifs, avec d'autres épisodes historiques, des limites de la résilience du peuple algérien. Nous pouvons citer quelques jalons qui ont marqué cette société³ : le « printemps berbère » de 1980 – connu pour les revendications identitaires des Kabyles et particulièrement la demande d'officialiser la langue amazighe –, les émeutes d'octobre 1988, revendiquant la fin du parti unique et la libération de la voix citoyenne et populaire, les innombrables manifestations contre la représentation du président déchu, Bouteflika, réprimées *manu militari*. En parallèle, les

² Celle-ci a débuté le 17 février 2019.

³ Pour aller plus loin Cf. *Confluences Méditerranée*, dossier, « La face cachée de l'Algérie », n°45, L'Harmattan, 2003, 194 pages.

solutions proposées par les pouvoirs publics pour faire face à chaque circonstance conflictuelle ont été des échecs. Malgré la promesse d'ouverture au multipartisme et à la mise en œuvre concrète d'une transition démocratique, « *il n'y a pas eu d'alternance et le même régime issu de l'indépendance en 1962 demeure encore en place* » (Addi, 2017, p.32). Toutefois, sur le plan médiatique, le printemps d'octobre 1988 a « *déstabilisé le régime politique autoritaire en place. Les innovations technologiques ont ouvert aux médias/monde la pénétration des espaces de réception publics du pays* » (Mostefaoui, 2019, p. 16).

Au cours des révolutions arabes de 2011 (Tunisie, Égypte, Libye...), la communauté internationale attendait la réaction de la « rue » algérienne. Ainsi, plusieurs médias étrangers (occidentaux) semblaient anticiper un réveil, un printemps, des manifestations en Algérie. En réalité, ce « réveil » s'est profilé en marge des contestations tunisiennes et égyptiennes, mais l'État et le régime Bouteflika s'y étaient préparés. En avril 2011, Bouteflika avait prononcé un discours sur les ondes de la télévision publique (ENTV) dans lequel il annonçait plusieurs réformes sur le plan de l'emploi, de l'habitat, mais surtout l'accroissement des subventions sociales⁴. Cette allocution surgit quelque temps après l'explosion de la parole et de la contestation dans les pays membres de la ligue arabe, dont l'Algérie. L'État craignait-il une colère du peuple qui se traduirait en violence ? La flambée des prix de quelques produits de première nécessité a été l'une des raisons qui a fait sortir des citoyens dans la rue. Pour Louisa Ait Dris Hamadouche et Chérif Dris (2012, p.279-301), l'attitude du gouvernement vis-à-vis des révoltes voisines attirait l'attention sur la « *complicité de l'Algérie avec les despotes qui tentaient de se maintenir au pouvoir par tous les moyens* ». L'ancien chef de l'État est revenu dans son discours sur les risques des mutations des pays arabes, il déclara : « *l'Algérie suit, naturellement, les mutations en cours sur la scène internationale, particulièrement celles survenues dans certains pays arabes. Face à cette situation, l'Algérie réaffirme son attachement à la souveraineté des pays frères et à leur unité, son rejet de toute ingérence étrangère et son respect de la décision de chaque peuple découlant de sa souveraineté nationale* »⁵. En substance, on peut penser que l'objectif de ce discours était de dissuader le peuple algérien de prendre le chemin des soulèvements des pays arabes.

⁴ Texte intégral du discours de Abdelaziz Bouteflika du le 15 avril 2011, consulté le 3 juin 2019 à l'adresse : <https://www.afrique-asie.fr/1884-2/>.

⁵ *Ibid.*

Enfin, le modèle politique coercitif, longtemps exercé sur toutes les régions du pays et particulièrement à l'encontre d'Alger et des régions kabyles où la dynamique contestataire se démarque des autres, ne semble pas pouvoir freiner la mobilisation populaire. Du reste, on peut affirmer à la suite de certaines études (Amrouche, 2009 ; Bouchaala & Merah, 2020 ; Tamlali, 2003) que les mouvements kabyles constituent un terreau contestataire représentant une alternative aux discours dominants et autoritaires. Pour autant, il convient de se demander si cette alternative ne reste pas inaboutie.

Dans un autre registre, selon la politiste Layla Baamara (2016), la démocratie qu'affiche le pouvoir algérien n'est qu'un leurre qui se cristallise dans sa conduite et ses agissements vis-à-vis de la société civile, et de son appétence politique. Elle rappelle que « *l'obligation de demander une autorisation pour organiser un meeting ou encore la restriction de l'accès aux médias, contraignent l'activité contestataire* » (Baamara 2016, p.111). Dans cette même logique de restriction et de contrainte, l'État utilise ses relais médiatiques « propagandistes » (Merah, 2016) pour décrédibiliser le discours contestataire.

En fait, l'enjeu est clairement posé qu'il soit explicitement exprimé ou non dans les discours politiques des autorités algériennes. L'autocratie, l'encadrement prégnant ou autoritaire visant à circonvenir les manifestations de la rue et des opinions, s'en trouvent justifiés et légitimés comme un fait en soi avec son cortège de népotisme et de confiscation des ressources économiques au profit d'un clan (Hachemaoui, 2016). Il est évident que la diffusion du web et d'Internet en Algérie a soulevé de nombreux problèmes face à cette conception de l'organisation du pouvoir comme ont pu le montrer de nombreux travaux de chercheurs. Le web peut-il alors incarner une expression démocratique qui prolonge autrement ou en coexistence celles qui s'expriment en présence ? C'est cette question que nous voudrions maintenant approfondir.

L'expression et l'engagement citoyen aux prises avec le pouvoir autoritaire

Avant de rendre compte d'un cyberspace en mouvement nous allons nous focaliser plus nettement sur les événements récents. Loin de vouloir comparer les mouvements citoyens des pays arabes, nous essaierons de souligner la singularité de l'expression populaire algérienne aux prises avec le régime politique autoritaire de l'ère Bouteflika et vraisemblablement de son héritage.

En Égypte, pour ne prendre qu'un exemple probant, la transition démocratique espérée a finalement maintenu la place prépondérante du corps militaire. En Algérie, après la démission contrainte de Bouteflika, c'est le chef d'État-Major et vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd Salah⁶, qui sera « garant » de la transition, en appelant à l'organisation d'élections présidentielles. Ses discours devenant quasi-quotidiens, invitent les citoyens algériens à se rendre aux urnes. Pendant ce temps, les manifestants brandissent de nouveaux slogans (Bouchaala & Merah, 2020) et de nouvelles revendications en réponse à chacune des allocutions et à toutes les actualités politiques (concernant le gouvernement par intérim) ainsi que celles portant sur l'organisation des élections. Celles-ci sont programmées par le président de l'État par intérim pour le 4 juillet 2019 dans un premier temps, et ensuite pour le 12 décembre, à la demande de l'institution militaire. Pour ne reprendre que deux titres de journaux nationaux et internationaux : « *L'armée passe en force pour organiser une élection présidentielle* »⁷, « *D'un simulacre à un autre* »⁸.

La presse algérienne d'expression française a couvert le *Hirak*, à l'instar du journal écrit *Liberté* ou encore du média électronique *Ameslay*. Dans quelques cas, les médias accompagnent le mouvement comme le fait *L'Avant-Garde*. Le constat général, opéré à partir d'une veille centrée sur des contenus informationnels, qui s'impose à cette situation est que « *Gaïd Salah durcit le ton* »⁹ après chaque contestation dans les rues, le *Hirak* refuse la tenue des élections, il revendique plutôt, sur des pancartes et à travers des slogans lors des marches, « *dawla madania machi askaria* » [un État civil, non militaire].

Alors que les manifestations et les rassemblements publics sont interdits et réprimés, les marches hebdomadaires ont ouvert un espace d'expression, d'échanges et de production, qui existait sous d'autres formes. En effet, pour l'ancien vice-président du RCD, parti politique du

⁶ Décédé des suites d'un arrêt cardiaque le 23 décembre 2019.

⁷ Lofti Barkati, « Algérie : l'armée passe en force pour organiser une élection présidentielle », *Médiapart*, 12 septembre 2019. Disponible : <https://www.mediapart.fr/journal/international/120919/algerie-l-armee-passe-en-force-pour-organiser-une-election-presidentielle>

⁸ Hamid Saidani, « D'un simulacre à l'autre », *Liberté*, 29 septembre 2019. Disponible : <https://www.liberte-algerie.com/editorial/dun-simulacre-a-un-autre-5357>

⁹ Kamel Amarni, « Gaïd Salah durcit le ton », *Le Soir d'Algérie*, 14 septembre 2019. Disponible : <https://www.lesoirdalgerie.com/actualites/gaid-salah-durcit-le-ton-30176>

rassemblement pour la culture et la démocratie, les cafés littéraires et les événements culturels ont « joué un rôle très important dans la réussite de la mobilisation »¹⁰.

Les citoyens expriment leur colère et libèrent leur parole. C'est une forme de catharsis en ce sens que les citoyens ont exprimé leur exaspération par le biais d'un théâtre permanent qui manifestait leur révolte sans déchainement de violence. C'est à la Grande Poste, au centre-ville d'Alger, que se jouent certains des grands moments du mouvement de contestation (sur le même mode, les autres Wilayas font entendre leur voix). Nous les avons pris en compte en cartographiant des moments clefs et des typologies d'acteurs. En plus de rassembler les manifestants, cette esplanade emblématique se transforme en une tribune de contestation et de revendication sous diverses formes d'expression (chants, slogans, pancartes, etc.).

Pas loin de la Grande Poste, sur un rond-point, on assiste à des pièces racontant la révolution, le soulèvement, mais surtout l'unité nationale et les liens inextricables entre les Amazighs et les « arabes algériens ». Aussi, à travers cette scène de rue que nous avons décryptée, on voit de jeunes comédiens ironisant sur la situation pour tourner en ridicule le « pouvoir » et le « système », et leurs figures décriées. Au cours des premières semaines de la révolution « pacifique »¹¹, la rue s'est transformée en un espace d'expression, de discussion et de débat. Plusieurs personnalités nationales (acteurs, journalistes...) ont ainsi rejoint ces espaces. À travers des slogans qui font leur force et unité, il est possible que les citoyens se réapproprient, grâce aux mots, à la parole et à l'expression simple, leur histoire.

Après la « Casa del Mouradia », chant qui résonnait dans les stades de foot¹², d'autres cris de ralliement retentissent dans les rues. La chanson El Mouradia¹³, en référence à la commune d'Alger abritant le Palais présidentiel, met en valeur le sentiment d'exaspération de la jeunesse et surtout leur degré de conscience du jeu politique. Les manifestants entonnent leur hymne, qui en substance dit : du premier au dernier mandat, le système en place les a leurrés, mais désormais ils sont conscients de ses manœuvres manipulatrices. Ces quelques exemples que

¹⁰ Entretien téléphonique emblématique réalisé par les auteurs le 13 avril 2020. 10 entretiens ont été réalisés dans la période du 3 avril au 10 mai 2020 (avec des militants et activistes du mouvement).

¹¹ *Silmya, Silmya*, [Pacifique ! Pacifique !] scandaient les manifestants lors des premières marches pour dissuader les forces de l'ordre à l'usage de la violence.

¹² Produit par le collectif de supporters du club Union Sportive de la Médina d'Alger, club rival du Mouloudia clubs d'Alger fondés respectivement en 1937 et 1921.

¹³ Disponible sur YouTube à l'adresse suivante : <https://youtu.be/kHZviPhZQxs>

nous avons analysés, n'aspirant pas à l'exhaustivité, révèlent néanmoins l'expression de l'affranchissement et de l'émancipation citoyenne affirmée par la critique sociale et contre-hégémonique (Cardon & Granjon, 2013).

Il convient alors finalement, à rebours de l'autoritarisme, de remarquer à quel point l'expression directe des mécontentements et des aspirations au changement se forge de la présence des citoyens dans l'activisme revendicatif. Nous voudrions maintenant poursuivre cette réflexion à partir de l'espace dématérialisé numérique afin de souligner les complémentarités qui peuvent exister entre ces deux pôles, mais aussi les diffractions, apories qui peuvent alors se manifester lorsque les mouvements de révolte se situent et s'expriment sur le web. Aujourd'hui, quelques années après les soulèvements arabes, avec les particularités de chaque pays, quels seraient les traits de ressemblance entre le *Hirak* algérien, appelé « révolution du sourire » et les autres printemps dénommés hâtivement « révolution 2.0 » (González-Quijano, 2012) ? Rappelons que le plus souvent le président (tyran, autoritaire ou despote) est mis au ban par des mouvements sociaux constitués de différentes strates sociales. Dans l'hypothèse où les TNIC participent aux rassemblements des manifestants dans l'arène citoyenne, nous considérons alors qu'il est pertinent d'étudier dans quelle mesure elles y contribuent.



Figure 1. Trois vendredis lors de la première année du *Hirak*, photos prises à Béjaïa par un militant (homme, 35 ans, cadre).

L'arène du peuple, cristallisation des revendications vers un nouvel espace d'expression

Les marches et les rassemblements populaires sont porteurs de messages adressés aux pouvoirs publics. Ils sont d'abord exprimés sur les médias sociaux et ensuite dans la rue, voire l'inverse. Internet et la cyber communication ont permis une extension de l'espace public. Selon Dominique Cardon, « *en libérant l'expression des individus, et le droit de porter, sans contrainte ni censure, leur propos dans un espace public, Internet nourrit ce qui est la source la plus essentielle de l'exercice de la souveraineté populaire* » (Cardon, 2012, p. 67-68). Dans cette perspective, peut-on parler d'un déplacement ou d'une continuité de la revendication de l'espace physique vers un espace numérique (Durampart, 2013), de la rue au web ? Plusieurs recherches ont interrogé ce champ, en s'appuyant sur les relations nouées sur les RSN entre les usagers et les formes de représentation de soi. L'utilisateur imagine dans plusieurs cas une identité qui dépasse sa réalité, il se munit alors d'un masque, en revanche « *l'image que l'internaute a de son corps se projette dans le futur, se fige dans le passé ou idéalise le présent, toute trace [...] met en scène des corps "en puissance"* » (Casilli, 2012, p.19). Le web social amènerait de plus en plus d'internautes à se sociabiliser avec des personnes peu (ou pas) fréquentées dans la « vraie » vie. Parallèlement, « *les outils et dispositifs numériques ne sauraient seulement être abordés en tant que construits sociotechniques, mais bien plutôt comme des objets imbriqués dans des contextes où s'exerce en permanence une co-influence de la technique et du social* » (Durampart, 2013, p. 217). Cela s'observe au sein du *Hirak* et notamment à partir des pages de groupes ou des contenus personnels sur le réseau numérique *Facebook*, ainsi que des plateformes de partage de vidéos telles *YouTube*. On observe en effet une concentration de messages et de revendications sur ces médias sociaux qui se déplacent, comme un continuum, pour s'arrimer sur le terrain d'action. Allant des médias participatifs, des médias sociaux alternatifs militants, à la structuration d'un espace propre aux nouveaux « *rapports entre médias, communication et démocratie* » (Dahlgren, 2000, p.163). Nous voyons un lien entre ces concepts et la puissance d'agir formulée par Serge Proulx en se basant sur des travaux anglo-saxons, comme il le rappelle : « *la puissance d'agir c'est l'affirmation de la vie, et ultimement, l'affirmation du désir d'exister individuellement et collectivement, le désir de survivre même dans un contexte économique et politique difficile* » (Proulx, 2013, p.150).

L'histoire du *Hirak* retiendra les mots d'un algérien imposés dans le micro d'une correspondante de la chaîne émiratie *Sky News Arabia*. L'asymétrie que nourrissent les médias « *dominants à l'égard de leurs publics* » (Cardon & Granjon, 2013, p.16) aurait incité ce

citoyen, le soir où Bouteflika renonça à son cinquième mandat, à lancer en accentuant ses mots d'un revers de main « Yatnahaw Gaâ ! » [Qu'ils dégagent tous]¹⁴. Cette expression est un énoncé performatif qui n'exprime pas uniquement le souhait de l'énonciateur, *Yatnahaw Gaâ* effectue à lui seul un acte par le geste et la voix : dire c'est faire (Austin, 2002). La formule a connu un grand succès, ce qui explique sa viralité sur les RSN. Un hashtag est aussitôt créé, il fédère et mobilise, et comme l'explique Arnaud Mercier ce dispositif numérique permet la création d'une « communauté éphémère (a priori) de partage autour d'un terme, d'une expression [...] que chacun identifie comme étant un marqueur de ce que l'on veut dire ou ce dont on veut parler » (Mercier, 2017, p.88). Il n'y a qu'à observer les réactions et commentaires des utilisateurs de ces RSN s'agissant du #Yatnahaw_Ga3 pour comprendre sa portée significative sur le web.

L'expression numérique renforce ou exprime différemment cette manifestation d'une nouvelle catharsis sociétale. De fait, la communication sur le web permet souvent une expression plus libérée des revendications, ou en tout cas complémentaire, voire continue avec les manifestations ou luttes en présence. Si nous évoquons le lien ancestral avec la catharsis, c'est justement pour montrer la fonction « défouloir » en représentation, la mise en scène d'accusations, l'adresse directe envers les gouvernants qui peuvent provoquer un effet boule de neige (le « dégage » adressé à Bouteflika et à Gaïd Salah). Cette fonction permet aux citoyens de retrouver une place pour s'exprimer et dire parfois plus que ce qu'ils ont la possibilité d'énoncer dans l'espace public. Cet espace numérique permet alors d'exprimer une violence non physique. Cette expression dématérialisée permettrait d'exprimer avec force ce qui ne peut se dire sans violence réelle si elle est exprimée dans la rue et dans la matérialité. Par ailleurs, cette agora électronique peut aussi prolonger les manifestations et les affrontements sous des formes qui peuvent apparaître plus directes et plus intenses, notamment lorsqu'il n'y a pas d'affrontements directs. Autrement dit, entre résilience, continuité ou contiguïté, prolongement ou diffraction, la permanence des RSN ou autres formes de supports électroniques maintient la permanence de revendications ou de contestations (Durampart, 2013). Celles-ci peuvent s'exprimer sans pour autant prendre la forme d'un affrontement physique et direct hors des périodes de crise. Nous pourrions évoquer les travaux de Bernard Miège (1989) à propos d'espaces publics partiels renouvelés, de Proulx (2013) sur la participation sociale en ligne, ou de Bazan et Varin (2012) qui se refusent à faire des distinctions entre signaux « forts et faibles »

¹⁴ Pour un récit de cette « historique rencontre avec une journaliste », voir : https://youtu.be/xG4Y4j_TqrI

en montrant que l'expression sur le web peut se ranger aussi du côté de signaux « forts » de l'expression citoyenne dans les sociétés méditerranéennes. Cela implique aussi, à contrario, comme c'est le cas en Algérie, une cybersurveillance qui permet aux autorités de débusquer les activistes dans une redoutable opération de traçage prenant l'apparence de l'ouverture et du décloisonnement du web. En effet, la liste des personnes arrêtées pour la critique ouverte sur les RSN est longue¹⁵.

Quelles perspectives face à l'enjeu d'une nouvelle modernité et d'un renouvellement démocratique pour une société méditerranéenne comme l'Algérie ? Il est bien possible que cette forme réadaptée d'une catharsis réitérée accentue d'une certaine façon la maturation de l'expression citoyenne. Elle installerait certaines permanences de communication, qui vont, de façon structurée ou non, favoriser sinon une opinion publique du moins l'expression publique citoyenne en diffraction ou en complémentarité avec l'expression directe dans l'espace public en présence. En diffraction, car souvent dans les périodes de crise, de tension, d'affrontement, ou d'émeutes, le web au paroxysme même du contrôle et de la répression offre un espace où l'expression se transporte autrement. Ainsi, pendant le printemps arabe égyptien, par exemple, les activistes mobilisés l'utilisaient pour jouer un drôle de jeu de chat et de la souris avec les organismes policiers et sécuritaires en diffusant de fausses informations sur des lieux de rassemblement ou en occupant leur attention pour mieux préparer une contestation en présence. Il ne faut pas oublier que ce phénomène peut être totalement réversible, comme Bazan et Varin l'exprimaient sur la Syrie où l'arrêt du filtrage d'Internet est en fait un piège tendu aux opposants pour mieux les identifier, ce que Morozov (2011) qualifie de « spinternet » : « *La doctrine Google, cette "croyance enthousiaste en la formidable capacité de libération des technologies" est "retournée" par le régime syrien, comme l'avait fait avant lui le régime iranien lors de la révolution verte* » (Bazan & Varin, 2012, p.600).

On voit donc bien, même s'il est délicat de stabiliser une réflexion sur la mouvance des RSN ou de la cyber expression, qu'il existe des porosités entre les mouvements d'expression et de revendication en présence et distance en Algérie et dans les pays évoqués. Cette porosité ne permet pas de poser une équivalence stricte entre présence et distance ni surtout une assimilation comme certains discours peuvent le laisser penser, notamment autour de l'expression « révolution 2.0 » qui réduit le phénomène révolutionnaire à une joute numérique.

¹⁵ Cette liste a été rendue publique par le Comité National pour la Libération des Détenus (CNLD) le 31 mars 2020. Voir le lien suivant : <https://www.dzvid.com/2020/03/31/cnld-la-liste-des-detenus-dopinion-en-algerie/>.

Elle montre des phénomènes de complémentarité, d'asymétrie, de prolongement, de contiguïté avec l'expression en présence, qui peuvent incarner une dynamique évolutive au sein du web et des espaces d'expression sur Internet. Ce peut être l'occasion de maintenir, d'accentuer ou de diffracter le maintien d'une forme « d'espace public partiel et renouvelé » entre catharsis, résilience et prolongement d'une revendication (surtout en période d'affrontement ou de répression), ou encore d'appuyer et de globaliser l'expression citoyenne dans des périodes d'accalmie avec l'intercession d'effets de miroirs déformés entre présence et distance.

La forme de catharsis, entremêlant l'expression en présence et l'expression à distance, peut-elle promouvoir une habitude de la revendication et une exigence de participation citoyenne, construisant une évolution vers une opinion publique politique des citoyens algériens ? En tout cas la boîte de Pandore, qui est désormais ouverte, fait que la contestation peut perdurer sous différentes voies en maintenant une expression citoyenne permanente, forte et/ou faible qui peut servir à maintenir cette expressivité hors et pendant la crise. Elle pourrait progressivement nourrir l'habitude, la continuité et le maintien d'une présence citoyenne si redoutée par les pouvoirs autoritaires qui se voient ainsi contestés par l'émergence d'une conscience populaire croissante. Celle-ci s'apparenterait, pour le moment, à la présence de la parole, de l'expression amplifiée, de la polémique ou de la prise à partie cacophonique, cathartique entre l'exigence de participation sur la base de la contestation qui pourrait constituer un des modèles possibles de la société future civile des pays méditerranéens.

En définitive, il est important de rester attentif à l'évolution de ce mouvement populaire, et ce, depuis l'élection d'un président « illégitime » aux yeux des contestataires qui scandaient : « on n'a pas voté et on n'a pas de président » au lendemain des résultats. Dans le passage de cette « révolution » par une crise sanitaire mondiale, l'expression sur le web serait un moyen pour assurer et maintenir sa pérennité. *A priori*, les marches reprendront à l'issue de la pandémie et à en croire un tag, le *Hirak* « reviendra après le Covid-19 »¹⁶.

Bibliographie

¹⁶ 20 mars 2020, image disponible sur le compte Twitter du militant Hadj Ghermoul à l'adresse : <https://twitter.com/HadjGhermoul/status/1241080314979586049/photo/1>

Addi Lahouari, « Système politique et paix civile en Algérie ». *Confluences Méditerranée*, 2017, n° 100/1, 27-39.

Amrouche Nassim, « De la revendication kabyle à la revendication amazighe : D'une contestation locale à une revendication globale », *L'Année du Maghreb*, 2009, n°5, 145-161.

Austin, John Langshaw, *Quand dire, c'est faire*, Éditions du Seuil, 2002.

Baamara Layla, « L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016, n° 211-212(1), 109-125.

Bazan Stéphane, Varin Christophe, « Le Web à l'épreuve de la « cyberguerre » en Syrie », *Études*, 2012, Tome 417(12), 595-606.

Bouchaala Nabila Aldjia, Merah Aïssa, « L'espace public contestataire à l'épreuve de la délibération en Algérie ». *Communication*, 2020, vol. 37/2.

Cardon Dominique, Granjon Fabien, *Médiactiviste*, 2013, Presses de Sciences Po, « Contester », 200p.

Cardon Dominique, Smyrnelis Marie-Carmen, « La démocratie Internet ». *Transversalites*, 2012, n°123(3), 65-73.

Casilli Antonio, « Être présent en ligne : Culture et structure des réseaux sociaux d'Internet », *Idées économiques et sociales*, 2012, n°169(3), 16-29.

Daghmi Fathallah, « Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 2015, n°6. <http://journals.openedition.org/rfsic/1366>

Daghmi Fathallah, (sous la dir. de), *Arts, médias et engagement : Actions citoyennes et soulèvements arabes*, 2018, L'Harmattan.

Dahlgren Peter, « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, 2000, n° 100(2), 157-186.

Dirèche Karima, « Écrire sur l'Algérie. Les SHS à l'épreuve de la mobilisation citoyenne du 22 février 2019 », *L'Année du Maghreb*, 2019, n°21, 205-211.

Dris Aït Hamadouche Louisa, Dris Chérif, « De la résilience des régimes autoritaires : La complexité algérienne ». *L'Année du Maghreb*, 2012, VIII, 279-301.

Durampart Michel, « L'expression des cybercitoyens entre continuité et ruptures face à une sociabilité quotidienne », dans Najjar Sihem (sous la dir. de), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Paris, KARTHALA Éditions, 2013, p. 217-226.

González-Quijano Yves, *Arabités numériques : Le printemps du web arabe*, Actes sud-Sinbad, 2012.

Hachemaoui Mohammed, « Qui gouverne (réellement) l'Algérie ? », *Politique africaine*, 2016, n° 142(2), 169-190.

Martinez Luis, « Algérie : Une société en guerre contre elle-même », Presses de Sciences Po Paris, « Académique », 2019, 121-142.

Marty Emmanuel, « Contenus et discours des médias : Concepts, méthodes, outils », dans Lafon Benoit (sous la dir. de), *Médias et médiatisation : Analyser les médias imprimés, audiovisuels, numériques*, 2019, PUG, p.79-103.

Merah Aïssa, « Nouvelles formes de participation en ligne des jeunes en Algérie. Entre démarches stratégiques et impensées pour le changement », REFSICOM - Recherches Francophones en Sciences de l'Information et de la Communication, 2016, n°2. <http://www.refsicom.org/177>.

Mercier Arnaud, « Hashtags : Tactiques de partages et de commentaires d'informations », dans Pignard-Cheynel Nathalie (sous la dir. de), *#info : Commenter et partager l'actualité sur Twitter et Facebook*, Paris, Éditions MSH, 2017, p. 87-129.

Miège Bernard, *La société conquise par la communication*, 1989, PUG.

Morozov Evgeny, *The net delusion: The dark side of internet freedom*, Public Affairs, 2011, 428p.

Mostefaoui Belkacem, « Jeux de pouvoir dans la gouvernance des médias en Algérie au prisme du mouvement populaire du 22 février 2019 », *NAQD*, 2019, n° 37(1), 13-50.

Pastinelli Madeleine, « Pour en finir avec l'ethnographie du virtuel ! Des enjeux méthodologiques de l'enquête de terrain en ligne », *Anthropologie et Sociétés*, 2011, 35(1-2), p.35-52.

Proulx Serge, « Agir dans un monde fortement connecté : L'émergence de nouvelles cultures militantes dans la société de contrôle », dans Najjar Sihem (sous la dir. de), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, KARTHALA, 2013, 135-155.

Temlali Yassin, « La révolte de Kabylie ou l'histoire d'un gâchis », *Confluences Méditerranée*, 2003, n° 45(2), 43-57.

Voirol Olivier, « Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, 2005, n° 129-130(1), 9-36.